



Union Départementale des Syndicats FORCE OUVRIERE de la Mayenne

Bourse du travail - 6 Rue Souchu Servinière – 53000 LAVAL
Tél. : 02/43/53/42/26 - E-mail : udfo53@force-ouvriere.fr - <http://53.force-ouvriere.org>

8 mars 2026 : Journée internationale de lutte pour les droits des femmes

En 2022, Emmanuel Macron proclamait l'égalité entre les femmes et les hommes « grande cause nationale du quinquennat ». Force est de constater que ces mots ne sont qu'un slogan : l'hypocrisie des gouvernements successifs, du patronat et des responsables politiques est patente, y compris dans notre département.

Les projets et mesures imposés à coups de 49-3, lorsqu'ils ne sont pas sauvés par des compromis politiques, constituent de véritables attaques contre les droits et les acquis des travailleurs et de leurs familles, frappant particulièrement les femmes.

La contre-réforme des retraites de 2023, dont Force Ouvrière exige toujours l'abrogation, en est un exemple flagrant.

Des inégalités sociales et professionnelles qui touchent particulièrement les femmes.

Les politiques d'austérité aggravent les difficultés et les inégalités : inflation, blocage des salaires, précarité.

Dans tout le département, les femmes sont confrontées à des situations de violence conjugale : chaque année, les services de police et de gendarmerie constatent près de 400 faits de violences conjugales en Mayenne, chiffres qui illustrent l'urgence d'une mobilisation sociale forte.

La destruction méthodique des services publics, en particulier dans l'éducation et la santé a des conséquences dramatiques.

L'accès aux soins et à la santé des femmes est menacé par la destruction des services publics. La fermeture programmée de maternités et de services gynécologiques en France, constatée au plan national. Cette réalité se superpose à des obstacles concrets à l'accès aux droits, comme ceux observés pour l'IVG en zone rurale, où la présence de structures adaptées est insuffisante.

Notre réponse : une lutte sociale et syndicale

Défendre la cause des femmes :

- C'est d'abord dénoncer et combattre les politiques qui accroissent les précarités et les inégalités.
- C'est exiger un cessez-le-feu immédiat et définitif partout dans le monde, notamment à Gaza, et dénoncer les complicités politiques qui prolongent les souffrances des populations civiles. Les femmes font partie des premières victimes de guerre.
- C'est s'opposer fermement aux politiques budgétaires austéritaires.
- C'est donc s'opposer fermement à Macron et à ses gouvernements.
- C'est imposer enfin le principe « à travail égal, salaire égal », alors qu'en France les femmes gagnent encore en moyenne 14 % de moins que les hommes à temps de travail équivalent, preuve que les discriminations salariales persistent malgré les discours officiels. Dans le secteur privé, le revenu salarial moyen des femmes est encore environ 21,8 % inférieur à celui des hommes en 2024.
- C'est combattre réellement les violences sexistes et sexuelles, même dans le milieu du travail.

Pour l'UD FO 53, la défense des droits des femmes ne se limite pas au 8 mars : elle est quotidienne dans chaque lutte sociale.



8 MARS 2026

*Journée internationale de lutte
pour les droits des femmes*

INÉGALITÉ

SALARIALE

INÉGALITÉ

PROFESSIONNELLE

VIOLENCES

SEXISTES ET

SEXUELLES

INÉGALITÉ

DES DROITS

DISCRIMINATIONS

LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ C'EST AU QUOTIDIEN

